

*Questions orales*

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, j'aimerais répondre à mon honorable collègue . . . Premièrement, j'aimerais le remercier pour les félicitations sincères qu'il a adressées à notre gouvernement et à mon collègue, le ministre des Finances, jeudi soir dernier à la suite de l'énoncé de notre nouvelle politique. C'était bien apprécié. J'aimerais lui dire que le Centre Maurice-Lamontagne va de l'avant. Comme on l'a certainement constaté dans le Livre qu'on a déposé jeudi dernier, il n'y a aucune mention de coupure de ce côté-là et il en est de même dans le cas du Centre de recherche optique à Québec.

ON DEMANDE COMBIEN D'EMPLOIS DIRECTS OU DE TECHNOLOGIES DE POINTE RELIÉES À CES EMPLOIS SERONT PERDUS

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, j'aimerais poser une question supplémentaire concernant les centres de recherche que l'on devait établir dans la région que représente le président du Conseil du Trésor. Ce dernier pourrait-il dire à la Chambre combien d'emplois reliés à ces centres de recherche seront perdus à la suite de leur abandon ou de leur remise à plus tard?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, dans le cas de tous ces centres de recherche qui étaient financés par le Fonds Laprade, qui est bien connu à la Chambre, certains projets qui, à notre avis, étaient moins prioritaires que d'autres ont été soit abandonnés complètement ou reportés à plus tard.

**M. Garneau:** Combien de «jobs» perdus?

**M. de Cotret:** Monsieur le Président, j'aimerais dire à mon honorable collègue que malgré le fait que le gouvernement que son parti représentait aux dernières assises ait dépensé plus de 130 millions de dollars, le centre du Québec ne se porte guère mieux qu'aucune autre région.

La promesse ayant trait au Fonds Laprade de créer des emplois permanents, monsieur le Président, est une promesse, franchement, qui n'a pas été tenue.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ÉCONOMIE**

L'EXPOSÉ ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT—LES RÉPERCUSSIONS SUR L'EMPLOI—L'ENTREVUE D'UN JOURNALISTE AVEC UN FONCTIONNAIRE DU MINISTÈRE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Vendredi dernier, après que le gouvernement eut annoncé sa politique économique désastreuse qu'il va . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Les conservateurs ont toujours eu pour habitude de se moquer de la hausse du chômage, ce que nous prenons très au sérieux, de ce côté-ci de la Chambre.

Après avoir annoncé sa politique économique jeudi dernier, le ministre n'a pas précisé l'incidence exacte que celle-ci aura sur l'emploi au cours de la prochaine année financière, selon les analyses effectuées par des responsables de son ministère. Le ministre a reconnu vendredi qu'une étude a été réalisée, mais il a refusé de la communiquer aux députés et, ce qui est plus important, aux Canadiens.

Ma question porte sur un article paru le lendemain dans le *Citizen* d'Ottawa. Dans cet article, le journaliste parle d'un fonctionnaire du ministère, en laissant clairement entendre que ce dernier lui a communiqué des renseignements que le ministre a refusé de donner aux députés de la Chambre des communes. Je demande donc au ministre si un fonctionnaire de son ministère a donné au journaliste les renseignements que nous avons réclamés, et peut-il nous dire si cela s'est fait durant la fin de semaine?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je ne connais pas le fonctionnaire qui a donné ce renseignement. Le député peut lire les journaux aussi bien que moi. Quelqu'un a manifestement parlé à un journaliste, auquel il a fourni certains renseignements. Cependant, je tiens à signaler que le renseignement dont il est question dans l'article du *Citizen* n'est pas important par rapport à l'incidence générale de l'exposé économique, laquelle est manifestement positive. Le principal porte-parole des petites entreprises, John Bulloch, a déclaré que . . .

**M. le Président:** A l'ordre. Soit dit en toute déférence envers le ministre, nous abordons à peine la deuxième semaine de l'actuelle législature et les questions deviennent plus longues, ainsi que les réponses également. Je vais donc user de mon pouvoir pour ramener la période des questions à de plus justes normes.

**Des voix:** Bravo!

L'ÉVALUATION DU MINISTÈRE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire sera brève. Le ministre a dit qu'à son avis, l'évaluation faite par son ministère ne donnera pas de résultats importants. Va-t-il permettre aux Canadiens de juger par eux-mêmes de l'importance du document qu'il désire garder secret? Le ministre a préconisé un gouvernement libre lorsqu'il était dans l'opposition. Pourquoi ne met-il pas ces recommandations en pratique maintenant qu'il tient les rênes?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, nous sommes très libres sur ces questions.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Nous venons d'amorcer le processus de consultation le plus vaste jamais entrepris par un gouvernement dans l'histoire de notre pays.

**Des voix:** Bravo!